

commun de tous les hommes et femmes devait empêcher la répétition de cette horreur que la plupart d'entre nous avions vue.

Comme d'autres qui sont parmi nous aujourd'hui, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) a eu cette horreur sous les yeux et il y a été mêlé. Le projet n'était pas absolument chimérique, mais il ne s'est pas réalisé. Le rêve est resté un rêve parce que ceux qui avaient conçu cette magnifique ambition n'avaient pas su pénétrer leurs adeptes d'une vérité à la fois simple et inéluctable, savoir que les mots et les lieux communs ne peuvent remplacer l'action concertée qui empêcherait l'agression, tout comme en empêche, dans une mesure raisonnable, l'écroulement de la société au sein des innombrables collectivités policées du monde.

Ce fut ensuite la seconde Grande Guerre, que tous disaient, en 1939 et 1940, avoir été rendue de plus en plus certaine par l'apaisement qui encourageait l'agresseur à se montrer plus audacieux chaque fois que sa dernière audace avait dépassé ses plus folles espérances. Qu'on relise les journaux de 1939 et de 1940. On y constatera que tous les orateurs appelés à prendre la parole à des assemblées publiques importantes juraient alors que le mot "apaisement" ne serait jamais plus inscrit en lettres de sang sur la face du monde. Nous avions, disions-nous, retenu la leçon.

Tandis que le monde gardait encore cette impression, les représentants de la plupart des pays du monde, qui avaient eux-mêmes encore à l'esprit les horreurs infinies de la dernière Grande Guerre, se sont réunis à San-Francisco, au printemps 1945, afin de signer la Charte des Nations Unies, dans l'espoir que l'échec de la Société des Nations les mettrait en garde contre le danger d'oublier certaines leçons du passé.

Qui donc pourrait oublier les avertissements du grand homme d'État qu'était Jan Christian Smuts, qui, le premier, avait conçu la forme qu'on donnerait à la Société des Nations. Dans cet avertissement, il demandait à tout le monde, de ne jamais oublier, si le projet se réalisait, que le chemin de la paix n'était pas celui de l'apaisement. Il y en avait encore d'autres avec des souvenirs semblables.

Je crois qu'il est temps que chacun d'entre nous insiste pour qu'au nom de l'honnêteté et de la civilisation, nous ranimions ces souvenirs; n'oublions jamais que si nous insistions sur les dangers que présentait l'apaisement, ce n'était que pour bien souligner le danger d'une guerre.

Aujourd'hui, nous avons été témoins d'un débat sur les affaires extérieures. Je serais moins qu'honnête si je disais ce soir qu'à mon avis, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a parlé des affaires extérieures autrement que pour nous dire ce que nous savions déjà, sauf pour ce qui est de la décision qu'a prise le Gouvernement au sujet de l'initiative de l'Inde qui demandait qu'on convoque à nouveau les Nations Unies. Il m'a peut-être échappé quelque chose, mais je ne puis rien me rappeler qui ne soit connu de tous. Nous en sommes au premier débat sur les affaires extérieures. Si je me trompe, je serai heureux qu'on me reprenne.

Ainsi que l'a mentionné aujourd'hui le député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), lorsqu'il a parlé au nom de notre parti, nous voulons que l'entente soit aussi complète que possible en ce qui a trait aux affaires extérieures. Dans la mesure où cela se peut, nous voulons que la population du pays appuie un programme unique. Un tel programme ne peut exister que si les questions relatives aux affaires extérieures s'étudient dans une atmosphère de réalisme, lorsque dans leur âme et conscience les députés sont encouragés par l'impression que le Gouvernement se confie à nous, publiquement autant que possible, et privément dans la mesure où cela est nécessaire.

Je tiens maintenant, après m'être arrêté aux remarques du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à parler de certaines déclarations qu'a formulées cet après-midi le chef du parti cécéliste. Il a parlé des immenses changements qui se sont produits en Russie depuis quelques mois. Il s'est produit des changements de la plus haute importance. Staline est mort il y a moins d'un an. On s'est beaucoup demandé, à ce moment-là, si Béria ou Malenkov lui succéderait. C'est Malenkov qui lui a succédé. Le chef de l'opposition et ses adjoints ont été liquidés. Le régime est quelque peu différent là-bas.

Cela n'a pas fait disparaître certaines causes de trouble dans le pays. Il n'était un élément de trouble que dans la mesure où, semble-t-il, il aurait pu contester le poste de Malenkov. Évidemment, comme on l'a déjà signalé, sa position était la position habituelle de ceux qui ont occupé le même poste. Je ne puis me rappeler un seul chef de la police secrète de Russie, depuis la révolution, qui n'ait pas été liquidé de la même manière. J'ignore comment il est encore possible de remplir ce poste.

Mais il faut être presque incroyablement naïf pour croire que Malenkov a été soudainement pénétré d'un noble motif d'ordre moral qui l'a poussé à liquider ce monstre qui a tué un grand nombre de personnes en